

Lettre ouverte du collectif des enseignants des lycées du Bas-Rhin en lutte

Lycée de Bouxwiller, Lycées Fustel de Coulanges, Marie Curie et Louis Pasteur (Strasbourg),
Lycée Schuman (Haguenau), Lycée Stanislas (Wissembourg).

Strasbourg, le 10 mars 2010

Le lycée est l'objet d'une « réforme », annoncée pour la rentrée 2010, imposée dans une brutale et suspecte impréparation.

Elle aggrave la crise de l'école. Elle est dangereuse.

Cette « réforme » est porteuse de transformations qui vont à l'encontre d'un service public de l'Education Nationale tel qu'il est garanti par notre propre constitution :

«La nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'Etat.» (article 13 du préambule).

Cette « réforme » est dictée par la restriction budgétaire, et par la suppression de dizaines de milliers de postes dans l'Education Nationale.

Considérant

Que cette réforme va dans le sens d'une **réduction de l'enseignement des disciplines** au profit de « dispositifs » au contenu flou (« accompagnement », « exploration »...) et aux moyens insuffisants ;

Que la logique en œuvre est, d'un côté, de nous enlever les moyens de faire convenablement notre métier, et de l'autre de prétendre nous faire faire de la remédiation avec des moyens ridicules ;

Que **la dotation horaire de chaque établissement diminue**, en diminuant les possibilités de dédoublement des classes ;

Que **l'aide individualisée** (limitée à 8 élèves par groupe) **disparaît** ;

Que **l'« accompagnement personnalisé »** annoncé se fera au mieux dans une classe dédoublée, au pire en classe entière, ce qui **est une supercherie** ;

Que les « stages de remise à niveau » et le « tutorat » sont des leurres, qui servent au gouvernement à communiquer, mais pour lesquels rien de lisible ni de sérieux n'est prévu ;

Que les élèves n'ont rien à gagner à effectuer ce qui risque fort de n'être que des heures de « garderie », avec pour conséquence de faire diminuer les heures des disciplines plus structurées et certainement, plus structurantes ;

Que les **nouveaux professeurs sans formation professionnelle** se retrouveront à la rentrée prochaine devant des élèves et face à des exigences démultipliées, complètement irréalistes ;

Que **les remplacements des enseignants pourront être assurés par des étudiants ou des retraités**; que l'orientation des élèves est en train d'être sacrifiée par extinction des professionnels qualifiés pour.

Que l'« offre » d'enseignement selon des « choix locaux » varie évidemment suivant les moyens mis à disposition de chaque établissement, que ces **moyens sont distribués de manière de moins en moins égalitaire et de plus en plus suivant des critères opaques** et tout à fait critiquables ;

Qu'une telle politique, jointe à la **remise en cause de la sectorisation**, ne peut que creuser encore les inégalités sociales, aggraver les rancœurs et les jalousies, sur fond de concurrence malsaine entre les établissements, les matières et les enseignants eux-mêmes ;

Dans ces conditions, nous ne pouvons plus garantir aux élèves un enseignement de qualité.

Nous voulons :

- **la création de postes** ; un encadrement suffisant des élèves en enseignants, personnels de vie scolaire, d'orientation, agents ;

- des dotations en heures qui permettent à tous les établissements d'accueillir convenablement leurs élèves et leurs personnels, ce qui implique **la réduction des effectifs dans les classes** et la possibilité d'enseigner dans des conditions acceptables, c'est-à-dire assurément pas avec 35 élèves par classe ;

- **l'abandon de la réforme de la « mastérisation » sur le recrutement et la formation** des enseignants, dont les conséquences seraient catastrophiques dès la rentrée prochaine ; qui en quelques années aboutira à recruter une majorité de professeurs précaires, sous-payés, corvéables à merci, et jetables ;

- **l'arrêt des attaques contre nos statuts** ;

-le **retrait de la « réforme » Chatel**, et **l'ouverture d'une réelle concertation** sur l'enseignement en lycée.

Nous affirmons notre décision et notre volonté de refuser de préparer et d'appliquer la réforme du lycée sous sa forme actuelle.

Nous appelons les personnels d'éducation, les parents d'élèves, les élus de la République et l'ensemble des citoyens à nous rejoindre dans cette lutte, avec l'ambition d'un service public de qualité.